

Les Camerounais souhaitent plus d'aide des pays riches en faveur du climat

Dépêche No. 904 d'Afrobarometer | Christian Siakam et Eric Ileng

Résumé

Les effets des changements climatiques se font de plus en plus ressentir au Cameroun. Ces dernières décennies, la température annuelle moyenne a connu une hausse et les précipitations annuelles moyennes ont diminué (Banque Mondiale, 2022). Les récentes pluies diluviennes ont provoqué des inondations qui ont causé des dégâts considérables. Plus de 56.000 habitations ont été ravagées, des dizaines de milliers d'hectares de terres agricoles submergés, et des milliers de têtes de bétail perdues (Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies, 2024).

Afin de prévenir et de lutter contre les effets néfastes des changements climatiques, le gouvernement a pris différentes mesures. L'Observatoire Nationale sur les Changements Climatiques a été créé pour renforcer la sensibilisation à la problématique par la diffusion régulière des informations sur les paramètres du climat, ainsi que leur incidence probable sur les processus et activités de développement socio-économique (Ossama, 2009). Le guide de bonnes pratiques en matière de lutte contre les changements climatiques a été produit pour non seulement sensibiliser sur les causes et les manifestations du phénomène, mais aussi pour vulgariser certaines pratiques d'atténuation telles que le reboisement, le curage des rigoles, l'utilisation de foyers améliorés et du biogaz, et l'adoption de technique de production agricole durable (Organisation Internationale du Travail, 2024). En plus, le Cameroun s'est engagé à réduire de 32% ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2035 (Nations Unies, 2020).

Cette dépêche rend compte du module spécial d'enquête inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 10 pour explorer les expériences et les perceptions des Camerounais sur les changements climatiques.

Selon les résultats, la majorité des Camerounais estiment que les sécheresses et les mauvaises récoltes se sont accentuées dans leur région ces 10 dernières années, et disent être au courant des changements climatiques.

Parmi ceux qui ont déjà entendu parler des changements climatiques, de larges majorités disent que le phénomène rend la vie pire, que l'activité humaine en est la cause principale et que leur gouvernement ainsi que les pays développés doivent agir immédiatement.

En plus, une majorité de citoyens sont pour l'investissement public dans les infrastructures résistantes aux changements climatiques et le financement des technologies solaires et éoliennes, et réclament davantage de pression sur les pays riches et développés pour le financement climatique.

Nombreux Camerounais disent avoir changé leurs habitudes à cause des changements climatiques y compris des adaptations liées à l'utilisation de l'eau, au travail, à la résidence, aux cultures et à l'alimentation ainsi qu'à l'élevage.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondages qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Cameroun, conduite par Cible Etudes et Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes camerounais entre le 27 février et le 20 mars 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Cameroun en 2013, 2015, 2018, 2021 et 2022.

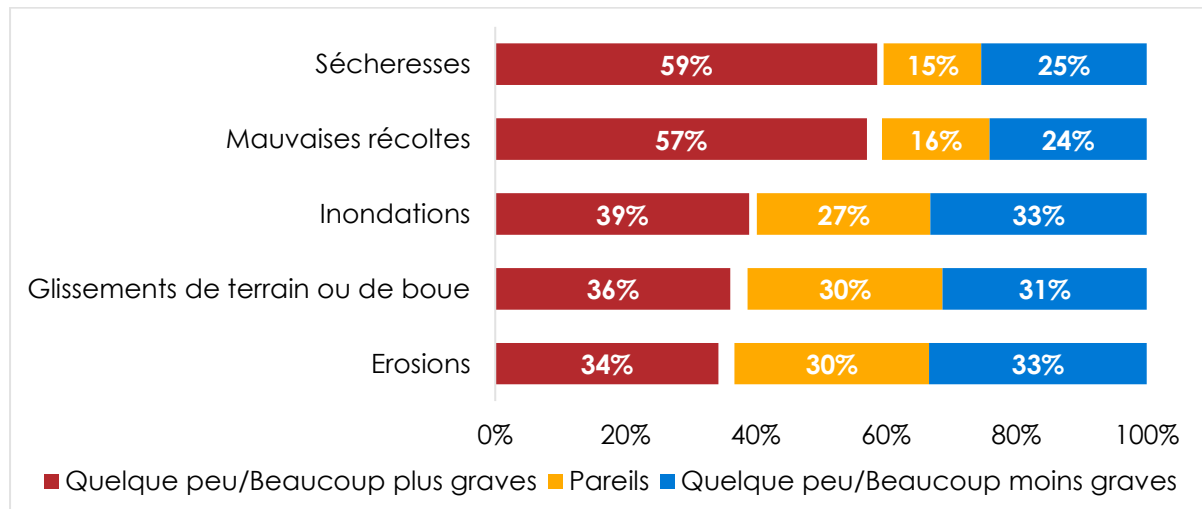
Résultats clés

- Près de six Camerounais sur 10 disent que les sécheresses (59%) et les mauvaises récoltes (57%) se sont aggravées dans leur région ces 10 dernières années.
- La majorité (56%) des répondants affirment avoir entendu parler des changements climatiques.
- Parmi ceux qui sont au courant des changements climatiques :
 - Trois sur quatre (74%) disent que le phénomène rend la vie pire.
 - Huit sur 10 affirment que l'activité humaine (72%) ou la combinaison de l'activité humaine avec les procédés naturels (7%) est la principale cause des changements climatiques.
 - La grande majorité des Camerounais déclarent qu'il faut que le gouvernement prenne des mesures dès maintenant pour limiter les changements climatiques (67%), et appellent à l'action des pays développés contre les changements climatiques (76%), dont un financement climatique pour le Cameroun (76%).
- Parmi tous les répondants, la majorité des personnes pensent que le gouvernement doit investir dans l'amélioration des infrastructures adaptés aux changements climatiques (77%), faire davantage pression sur les pays riches et développés pour qu'ils fournissent des ressources afin de venir en aide aux personnes touchés (75%) et investir dans les technologies éoliennes et solaires (63%).
- Plusieurs Camerounais disent avoir dû adapter leur vie en réponse aux changements météorologiques. Ces changements comprennent la réduction de la consommation d'eau ou l'utilisation des sources d'eau différentes (30%), la réduction ou la reprogrammation du travail à l'extérieur (29%), le déménagement dans un nouvel endroit (25%), l'utilisation des cultures différentes ou la consommation des aliments différents (23%), et une réduction de la quantité du bétail ou une modification des habitudes de pâturage (22%).

Gravité des phénomènes climatiques

Les changements climatiques se manifestent de plusieurs façons, notamment par des phénomènes météorologiques. Près de six Camerounais sur 10 disent que les sécheresses (59%) et les mauvaises récoltes (57%) sont devenues « quelque peu plus » ou « beaucoup plus » graves ces 10 dernières années dans leur région de résidence (Figure 1). Environ quatre personnes sur 10 constatent l'aggravation des inondations (39%) et glissements de terrain ou de boue (36%), et le tiers (34%) soulignent l'accentuation des érosions.

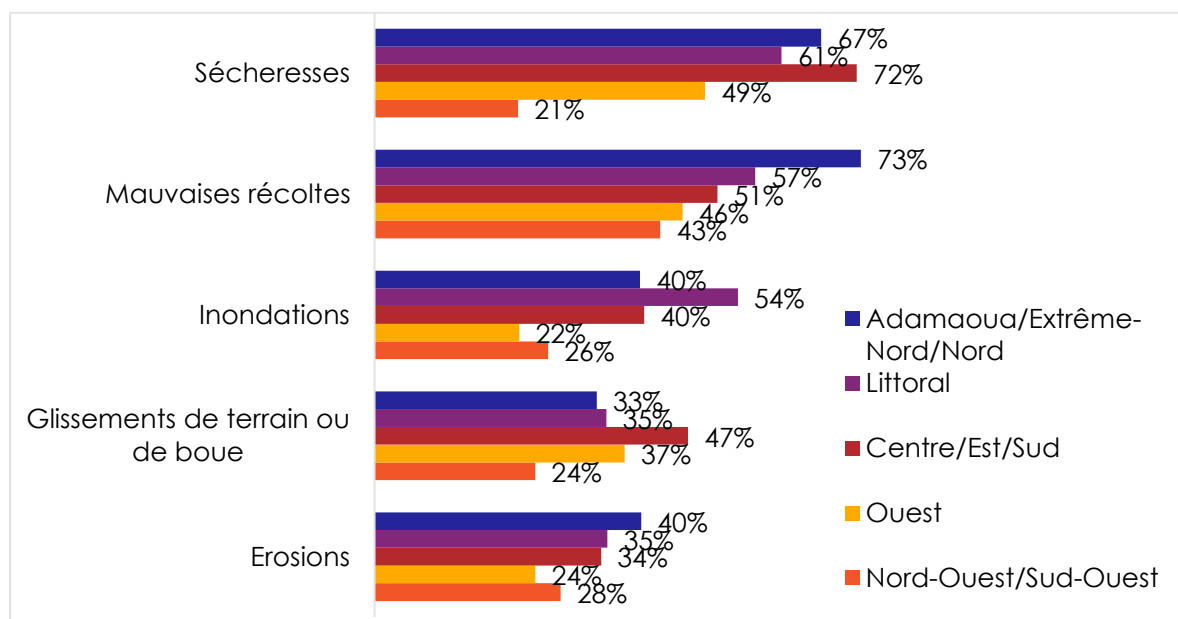
Figure 1 : Gravité des sécheresses, des inondations, des glissements de terrain, de l'érosion des sols et des mauvaises récoltes | Cameroun | 2024



Questions posées aux répondants : D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ?

Les sécheresses et les mauvaises récoltes plus sévères sont les plus fréquemment observées dans les régions de l'Adamaoua/Extrême-Nord/Nord, du Centre/Est/Sud et du Littoral (Figure 2). Les inondations se sont le plus aggravées dans le Littoral (54%), alors que l'érosion des terres ou des sols est fréquemment citée dans l'Adamaoua/Extrême-Nord/Nord (40%).

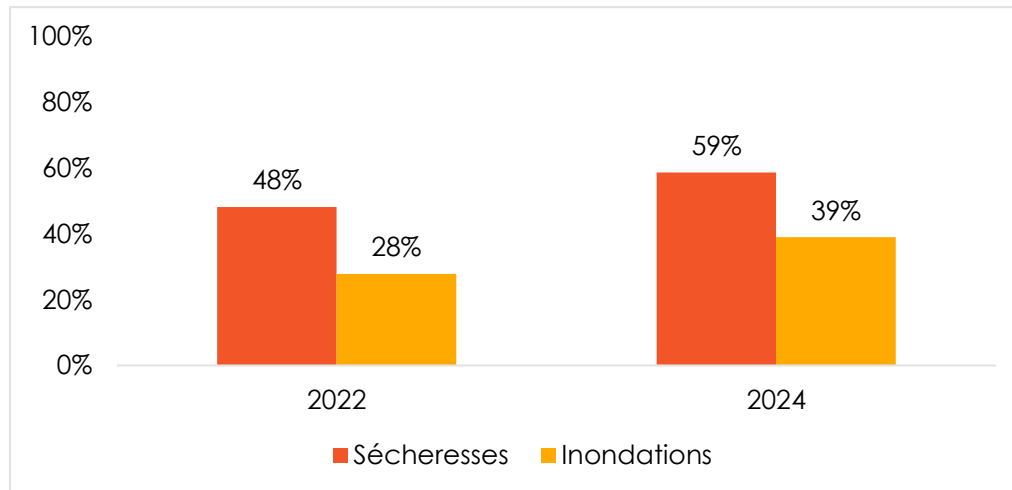
Figure 2 : Augmentation de la gravité des sécheresses, des inondations, des glissements de terrain, de l'érosion des sols et des mauvaises récoltes | par région | Cameroun | 2024



Questions posées aux répondants : D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ? (% qui disent « quelque peu plus graves » ou « beaucoup plus graves »)

La perception de la gravité accrue des sécheresses et des inondations est en hausse de 11 points par rapport à 2022 (Figure 3).

Figure 3 : Gravité des sécheresses et des inondations | Cameroun | 2022-2024



Questions posées aux répondants : D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ? (% qui disent « quelque peu plus graves » ou « beaucoup plus graves »)

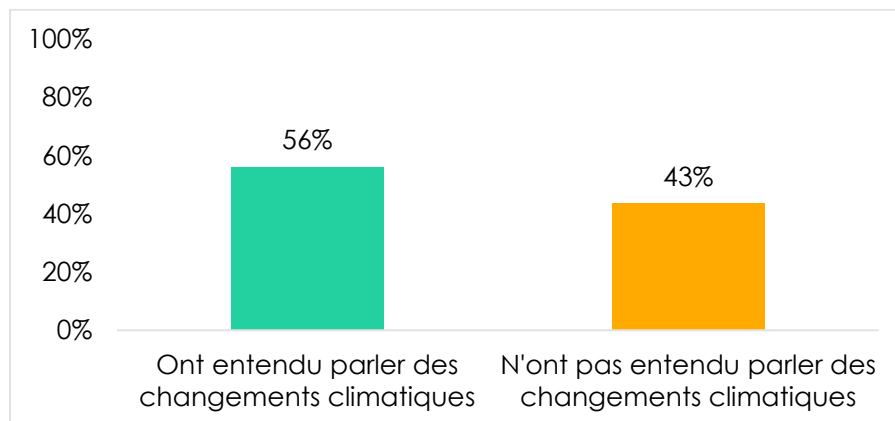
Connaissance des changements climatiques

La connaissance des changements climatiques s'avère capitale au regard de ses impacts sur les populations. Même si la majorité (56%) des Camerounais disent être au courant de la problématique des changements climatiques, beaucoup (43%) les ignorent toujours malgré les sensibilisations (Figure 4).

La connaissance de ce phénomène est positivement corrélée avec le niveau d'études des répondants. En effet, elle passe de 30% des personnes ayant au plus le niveau primaire d'éducation à 77% des post-secondaires (Figure 5).

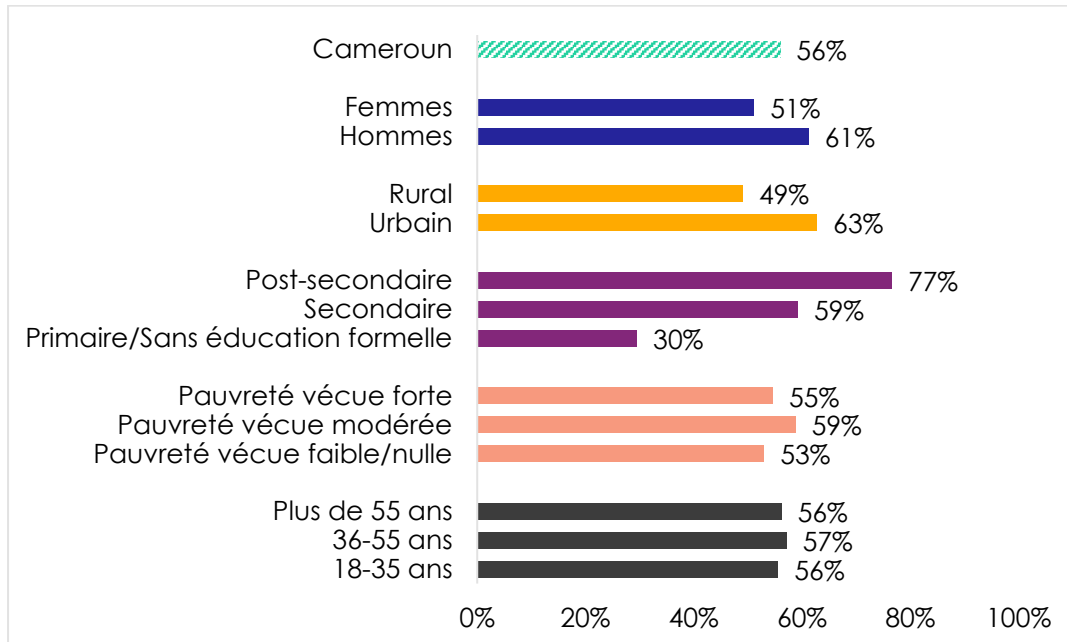
Elle est aussi plus répandue en ville (63%) et parmi les hommes (61%) que dans les villages (49%) et parmi les femmes (51%).

Figure 4 : Connaissance des changements climatiques | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ?

Figure 5 : Ont entendu parler des changements climatiques | par groupe démographique | Cameroun | 2024

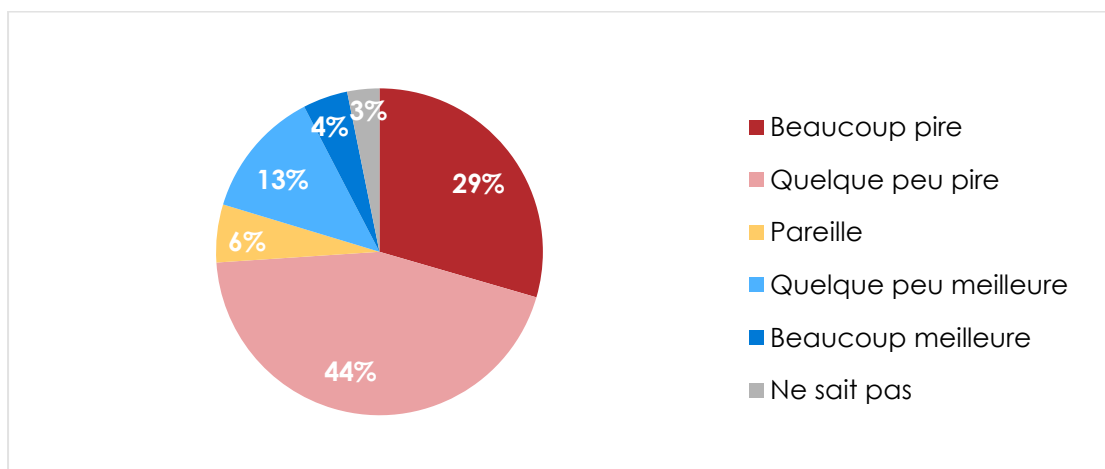


Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ? (% qui disent « oui »)

Parmi les répondants ayant déjà entendu parler des changements climatiques, 74% déclarent que le phénomène rend la vie « quelque peu » ou « beaucoup » pire (Figure 6).

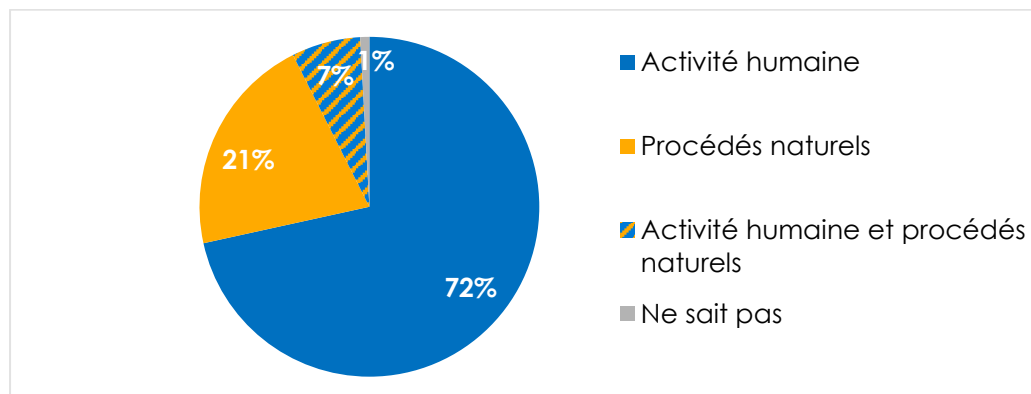
Une majorité (79%) encore plus grande de ces répondants attribuent la principale cause des changements climatiques à l'activité humaine (72%) ou à la combinaison de l'activité humaine avec les procédés naturels (7%), tandis que 21% estiment qu'ils sont causés par les procédés naturels (Figure 7).

Figure 6 : Effets des changements climatiques | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques : Pensez-vous que les changements climatiques affectent la vie au Cameroun au point de la rendre meilleure ou pire, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

Figure 7 : Principale cause des changements climatiques | Cameroun | 2024



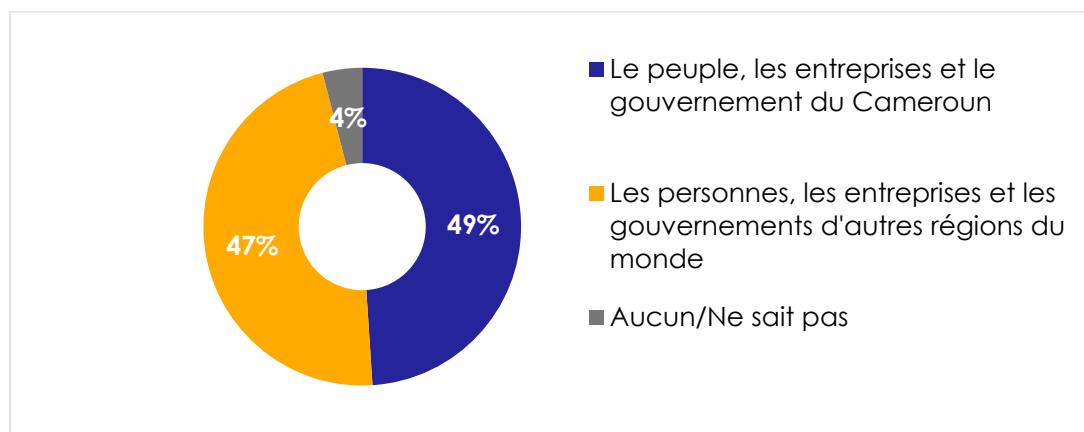
Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :
 Les gens ont différentes opinions de ce qui est à la base des changements climatiques. Et selon vous, laquelle des choses suivantes est la principale cause des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu pour vous prononcer ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

Limitation des impacts des changements climatiques

Les Camerounais qui ont déjà entendu parler du phénomène des changements climatiques sont divisés sur sa responsabilité, mais restent unanimes sur la nécessité de mener des actions urgentes pour atténuer les impacts.

En effet, 49% d'entre eux pensent que le peuple, les entreprises et le gouvernement du Cameroun sont les plus responsables, tandis que 47% indexent les personnes, les entreprises et les gouvernements d'autres régions du monde (Figure 8).

Figure 8 : Premiers responsables des changements climatiques | Cameroun | 2024

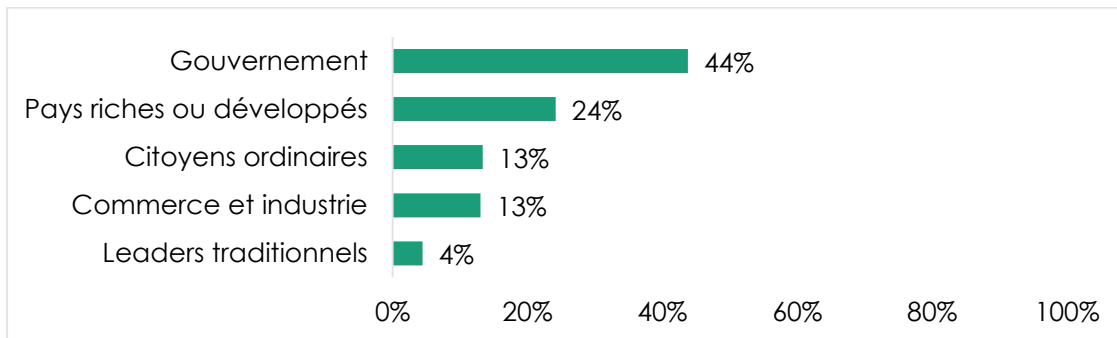


Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :
 Selon vous, qui est le plus responsable des changements climatiques ? Est-ce que c'est : Le peuple, les entreprises et le gouvernement du Cameroun ? Les personnes, les entreprises et les gouvernements d'autres régions du monde ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

Pour ce qui est de la lutte pour la limitation des effets des changements climatiques, le gouvernement camerounais (44%), suivi des pays riches ou développés (24%), sont les plus fréquemment cités comme acteurs de premier plan (Figure 9). Ensuite viennent les citoyens ordinaires (13%), les commerces et industries (13%) et les leaders traditionnels (4%).

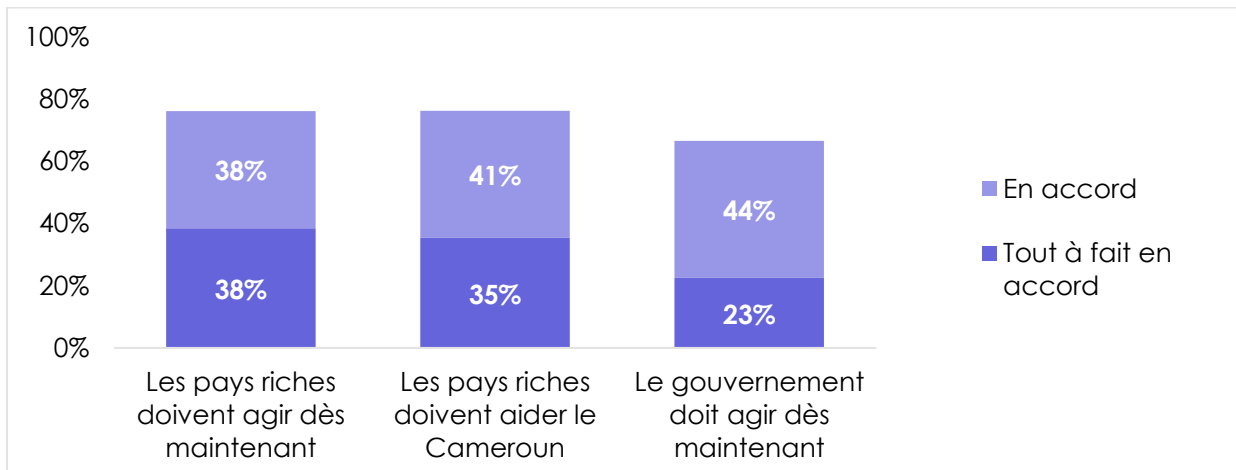
Trois quarts des répondants conscients du fléau pensent qu'il est important que les pays riches ou développés qui ont le plus contribué aux changements climatiques prennent maintenant des mesures pour les limiter à l'avenir (76%), y compris le financement des politiques climatiques au Cameroun (76%) (Figure 10). Ils sont également majoritaires (67%) à déclarer que le gouvernement camerounais devrait prendre des mesures urgentes pour limiter les effets des changements climatiques, même si elles coûtent chères ou causent des pertes d'emplois ou d'autres dommages à l'économie du pays.

Figure 9 : Premiers responsables de la limitation des changements climatiques
 | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :
 A votre avis, qui devrait avoir la responsabilité première d'essayer de limiter les changements climatiques et de réduire leurs impacts ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

Figure 10 : Qui doit agir pour limiter les changements climatiques ? | Cameroun
 | 2024



Questions posées aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :

Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord :

Il est important que notre gouvernement prenne des mesures dès maintenant pour limiter les changements climatiques à l'avenir, même s'ils coûtent cher ou causent des pertes d'emplois ou d'autres dommages à notre économie.

Il est important que les pays riches ou développés qui ont le plus contribué aux changements climatiques prennent maintenant des mesures pour limiter les changements climatiques à l'avenir, même si cela est coûteux pour ces pays.

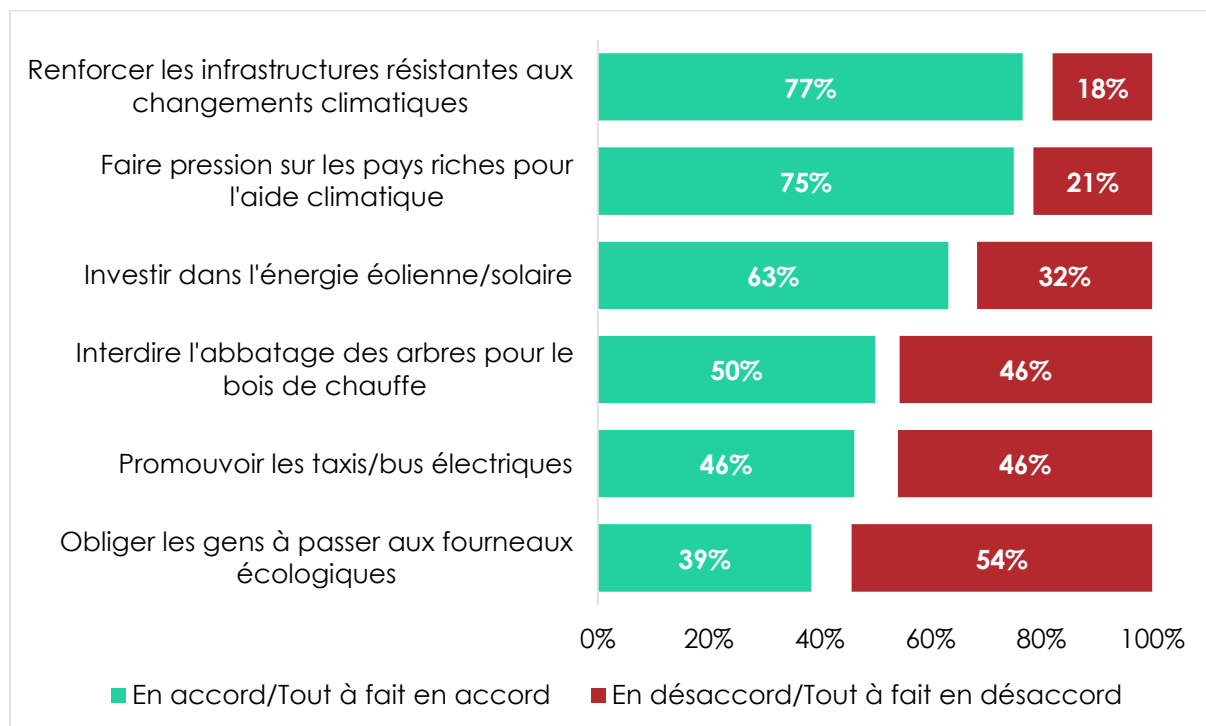
Les pays riches ou développés qui ont le plus contribué aux changements climatiques ont l'obligation d'aider le Cameroun à couvrir les coûts d'adaptation et de réponse aux effets négatifs des changements climatiques.

(Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

Les Camerounais apportent leur soutien à certaines des politiques que le gouvernement pourrait adopter pour répondre aux changements climatiques. La majorité d'entre eux souhaitent que le gouvernement investisse dans l'amélioration des infrastructures pour mieux résister aux inondations et sécheresses extrêmes (77%). Ils estiment également que ce dernier devrait faire davantage pression sur les pays riches pour qu'ils fournissent des ressources afin de venir en aide aux personnes touchées (75%). Ils soutiennent majoritairement l'investissement dans les technologies éoliennes et solaires pour produire de l'électricité, même si cela entraîne une augmentation des coûts (63%) (Figure 11).

Environ la moitié des répondants approuvent l'interdiction de l'abattage des arbres pour le bois de chauffage (50%) et la promotion des taxis ou bus électriques (46%), et seulement 39% soutiennent l'idée d'obliger les gens à passer aux fourneaux écologiques.

Figure 11 : Perceptions des politiques pour la limitation des changements climatiques | Cameroun | 2024



Questions posées aux répondants : Il existe de nombreuses politiques que notre gouvernement pourrait adopter pour répondre à l'évolution des conditions météorologiques et à la dégradation de l'environnement. Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des options suivantes :

Rendre illégal l'abattage d'arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois, même si cela signifie que nous devons payer plus cher pour d'autres sources d'énergie.

Obliger tout le monde à passer à des fourneaux qui utilisent des combustibles plus écologiques comme l'électricité, le gaz ou le propane, même si cela signifie que nous devons payer plus cher pour faire cuire nos aliments.

Investir dans l'amélioration des infrastructures afin que notre pays puisse résister à des inondations et à des sécheresses plus extrêmes.

Faire davantage pression sur les pays riches et développés pour qu'ils fournissent des ressources afin d'aider les Camerounais qui sont touchés par les changements climatiques ou les modifications des conditions climatiques.

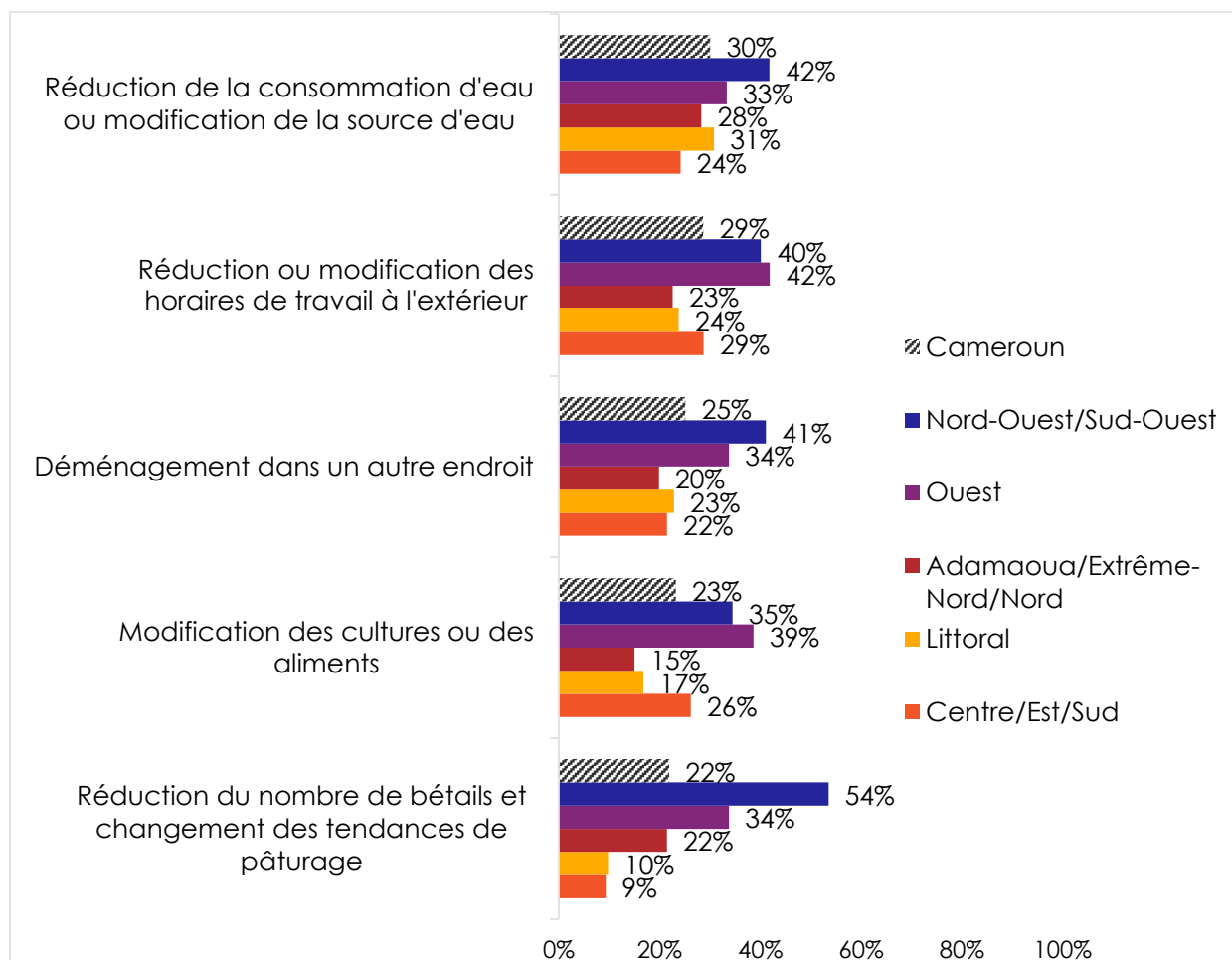
Promouvoir l'utilisation de taxis et de bus fonctionnant à l'électricité, même si cela signifie que nous devons payer des tarifs plus élevés.

Investir dans les technologies éoliennes et solaires pour produire de l'électricité, même si cela en augmente le prix.

Les conséquences des changements climatiques amènent les populations eux-mêmes à prendre des mesures afin d'y faire face. Environ trois Camerounais sur 10 disent avoir changé la source ou réduit la quantité d'eau qu'ils utilisent (30%) et réduit la quantité de travail à l'extérieur ou travaillé à l'extérieur à des heures différentes (29%) au cours des cinq dernières années. Environ le quart des répondants déclarent avoir procédé à des déménagements pour un autre endroit (25%), modifié les types de cultures qu'ils plantaient ou les types d'aliments qu'ils consommaient (23%), et modifié leurs habitudes de pâturage ou réduit le nombre et le type de bétail qu'ils élevaient (22%) (Figure 12).

Les modifications des pratiques relatives au bétail et au pâturage sont plus remarquées au Nord-Ouest/Sud-Ouest (54%) que dans les autres régions.

Figure 12 : Mesures prises en réponse aux changements climatiques | par région
 | Cameroun | 2024

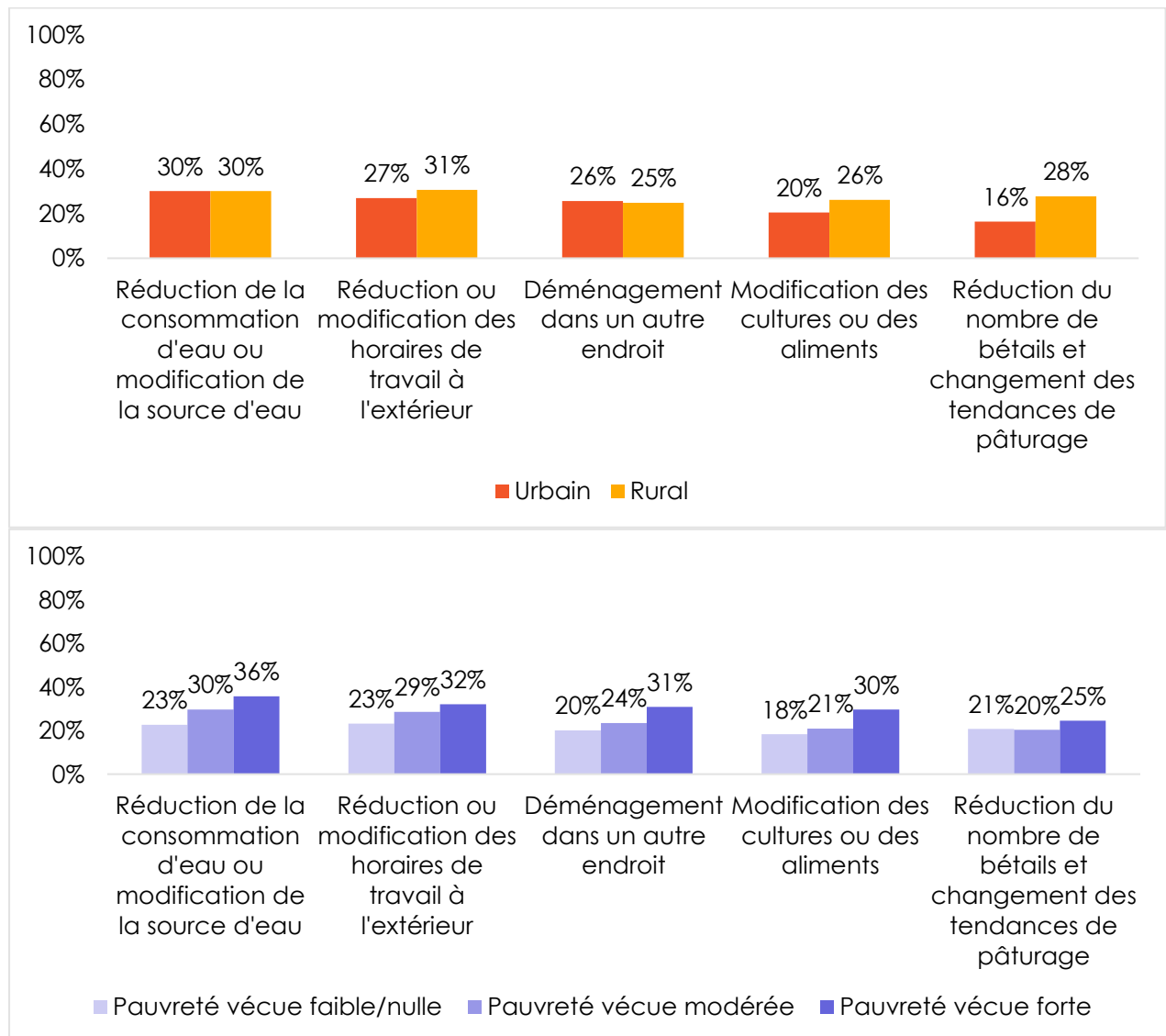


Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années : Changer la source ou réduire la quantité d'eau que vous utilisez ? Réduire la quantité de travail à l'extérieur ou travailler à l'extérieur à des heures différentes ? Déménager dans un autre endroit ? Modifier les habitudes de pâturage ou réduire le nombre et le type de bétail que vous élevez ? Modifier les types de cultures que vous plantez ou les types d'aliments que vous consommez ? (% qui disent « oui »)

Les résidents ruraux sont plus nombreux que les citadins à adopter des changements dans la gestion de leur bétail (28% contre 16%) et dans leurs cultures ou alimentation (26% contre 20%) (Figure 13).

A l'exception des modifications des pratiques d'élevage, les Camerounais pauvres¹ ont tendance à adopter de nouveaux comportements face aux changements climatiques plus que leurs concitoyens qui sont aisés, allant jusqu'à 13 points d'écart pour la réduction de la quantité ou la modification de la source d'approvisionnement en eau.

Figure 13 : Mesures prises en réponse aux changements climatiques | par milieu de résidence urbain-rural et niveau de pauvreté vécue | Cameroun | 2024



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années : Changer la source ou réduire la quantité d'eau que vous utilisez ? Réduire la quantité de travail à l'extérieur ou travailler à l'extérieur à des heures différentes ? Déménager dans un autre endroit ? Modifier les habitudes de pâturage ou réduire le nombre et le type de bétail que vous élevez ? Modifier les types de cultures que vous plantez ou les types d'aliments que vous consommez ? (% qui disent « oui »)

¹ L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer évalue le niveau de privation matérielle des personnes interrogées en leur demandant combien de fois elles ou leur famille ont été privées de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible pour la cuisine et de revenus en espèces) au cours de l'année écoulée. Pour en savoir plus sur la pauvreté vécue, voir Mattes et Patel (2022).

Conclusion

Les changements climatiques sont une préoccupation de tous, au regard de leurs impacts sur le développement socio-économique. La sensibilisation au concept est le point de départ de la lutte pour mitiger ses effets. Or, il reste encore beaucoup de citoyens camerounais qui ne sont toujours pas encore informés à ce sujet.

Néanmoins, les répondants qui en ont connaissance pensent que le phénomène complique la vie et que ses causes sont anthropiques, et ils pointent du doigt le gouvernement et les pays avancés dans la limitation de ses effets. Ils s'attendent à des actions urgentes de la part de ces acteurs. Ils veulent que le gouvernement investisse dans les infrastructures et énergies durables et fasse plus de pression sur les pays développés pour qu'ils contribuent au financement des politiques d'adaptation aux changements climatiques. Aux pays riches pollueurs, ils demandent de réparer leur tort en finançant les coûts d'adaptation et de réponse aux effets néfastes des changements climatiques.

De leur côté, nombreux sont les citoyens ordinaires qui disent avoir adopté de nouvelles habitudes pour s'adapter aux changements climatiques ces cinq dernières années.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez
visiter notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Banque Mondiale (2022). Rapport national sur le climat et le développement : Cameroun.
- Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies. (2024). Cameroun : Extrême-Nord – Aperçu des inondations (au 19 septembre).
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2020). Lutte contre le changement climatique : Le Cameroun et la FAO signent un accord de partenariat.
- Organisation Internationale du Travail. (2024). Guide de bonnes pratiques en matière de lutte contre les changements climatiques dans le département du Noun – Cameroun.
- Ossama, F. (2009). Création d'un observatoire national sur les changements climatiques au Cameroun. Médiaterre. 17 décembre.

Christian Siakam est un consultant statisticien à Cibles Etudes et Conseil, le partenaire national d'Afrobarometer au Cameroun. Email : christsia90@yahoo.fr.

Eric Ileng est directeur d'agence de Cibles Etudes et Conseil. Email : ilengeric@groupe-cible.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, l'University of Cape Town et l'University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner la parole aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 904 d'Afrobarometer | 21 novembre 2024